

N° AP 24/148

A R R E T E

ARRETE PORTANT DEPORT DE MADAME VALERIE PAECHT, DIRECTRICE GENERALE DES SERVICES DE TPM EN PREVENTION D'UN CONFLIT D'INTERETS

Le Président de la Métropole

VU Le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses article L.121-5 et L.122-1,

VU l'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

VU la demande de déport en date du 24 septembre de Madame Valérie PAECHT, Directrice Générale des Services de la Métropole,

CONSIDERANT que l'article L.121-5 du Code général de la fonction publique indique que constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions de l'agent public,

CONSIDERANT que Mme Valérie PAECHT, en sa qualité de Directrice Générale des Services de TPM est titulaire d'une délégation de signature d'ordre général et a un pouvoir de représentation de la collectivité en toute matière,

CONSIDERANT qu'en raison de ses liens familiaux avec l'une des personnes intéressées, Mme Valérie PAECHT a sollicité le déport dans la gestion du dossier concernant la demande d'équipement en moyens de lutte contre l'incendie des riverains du secteur de Fabrégas à La Seyne-sur-Mer,

A R R E T E

ARTICLE 1

Madame Valérie PAECHT s'abstiendra d'exercer ses fonctions et missions en tant que Directrice Générale des Services, dans la gestion du dossier concernant la demande d'équipement en moyens de lutte contre l'incendie des riverains du secteur de Fabrégas à La Seyne-sur-Mer.

ARTICLE 2

Le Président de la Métropole désigne Monsieur Didier GOUBE, Directeur Général des Services Techniques, qui sera chargé de la suppléer à toutes les étapes, pour tous les actes et matières portant sur le dossier mentionné à l'article 1.

Madame Valérie PAECHT, ne pourra adresser aucune instruction à Monsieur Didier GOUBE.

ARTICLE 3

Le Directeur Général des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché, publié sur le site internet de la Métropole et notifié à Monsieur Didier GOUBE Une copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Trésorier principal de TOULON.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le **06 NOV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes.

